

NOË

Le magazine de One Voice

#108 NOVEMBRE 2023



www.one-voice.fr

CHASSE :

nos combats gagnent du terrain

CIRQUES :

avec Samba, plus que jamais

EXPÉRIMENTATION ANIMALE :

Neurospin : nous ne cédon rien

Dossier

POUR LES LOUPS, TRAQUÉS SANS PITIÉ



À LA UNE

Accusés de tous les maux, les loups sont menacés par l'Europe et risquent de perdre leur statut de protection. Les lobbies de l'élevage et de la chasse ont juré leur perte. Nous nous battons de toutes nos forces pour leur rendre la place qu'ils méritent.



DANS CE NUMÉRO

QUI-VIVE p.1

DOSSIER

Ils ont déclaré la guerre aux loups ! p.2

EN CAMPAGNE

Au secours des derniers survivants de NeuroSpin p.6

Avec Samba, plus que jamais p.7

Les chasseurs sont dans la place : nous aussi ! p.8

One Voice fait peau neuve p.9

Nos luttes dépassent les frontières p.10

AGIR ENSEMBLE

Ils parlent de nous p.11

Nos militants sur tous les fronts p.12

One Voice, siège social : BP 41 - 67065 Strasbourg Cedex
 Tél. : 03 88 35 67 30. **Département administratif et missions :**
 CS 20263 - 56007 Vannes Cedex - Tél. : 02 97 13 11 10 -
 Fax : 02 97 13 11 17 - info@one-voice.fr - www.one-voice.fr
Noé n° 108, novembre 2023. Directrice de publication :
 Muriel Arnal. **Rédactrice en chef :** Mélissa Saule. **Rédactrices :**
 Marie-Sophie Bazin, Jessica Lefèvre-Grave, Mélissa Saule.
Révision : Méryl Pinque. **Graphisme et mise en page :** Marie
 Fournier. **Imprimeur :** Laplante (33). Imprimé avec encres
 végétales sur papier certifié PEFC 100 %. **Dépôt légal :**
 4^e trimestre 2023. **Numéro d'ISSN :** 1767-882 x.
Abonnements : une année (3 numéros) : 12 euros. Merci
 d'adresser vos demandes, coordonnées et règlements à l'ordre
 de One Voice, à l'adresse ci-dessous : One Voice - CS 20263 -
 56007 Vannes Cedex.

Crédits photos : Couverture : Pixaterra/AdobeStock. Page 1 : Association Marly Chats
 sans Toit, One Voice, Serena Livingston/Dreamstime. Page 2 : Didier-Pazery/One-
 Voice. Page 3 : One Voice. Page 4 : Giorgiape/AdobeStock. Page 5 : Geoffkuchera/
 AdobeStock. Page 6 : DR. Page 7 : One Voice. Page 8 : Rawif8/AdobeStock. Page 9 :
 Agence Sweet Punk. Page 10 : One Voice. Page 11 : DR. Pages 12 et 13 : One Voice,
 DR. Page 14 : Henk Bogaard/AdobeStock.



**SUIVEZ NOTRE
 ACTUALITÉ :**
www.one-voice.fr
 f t i v

ÉDITO



Chères amies, chers amis,

L'Office français de la biodiversité (OFB) est satisfait. Pensez donc : le bilan annuel (saison 2022-2023) des accidents mortels de chasse est en baisse, avec 6 décès constatés contre 8 la saison précédente... Tout va bien dans le meilleur des mondes. Les personnes victimes des balles perdues doivent certainement, elles aussi, applaudir dans leur tombe.

Comment peut-on se réjouir de ces chiffres ? Comment accepter que ce qui n'est qu'un loisir mette ainsi en danger la vie d'autrui ? Il faut un lobby aussi puissant que celui de la chasse pour imposer aux autorités une telle vision, une telle folie.

Et amener un établissement public, théoriquement dédié à la protection et la restauration de la biodiversité, à féliciter des « efforts » en comptant le nombre de morts et de blessés. D'ailleurs, de quels « efforts » parle-t-on ? D'interdire les fusils les mercredis, les week-ends et pendant les vacances, comme vous le demandez avec nous depuis si longtemps ? D'imposer des formations dignes de ce nom, ainsi qu'un contrôle strict et régulier des porteurs d'armes ? D'arrêter de persécuter les renards, les martres, les geais, scandaleusement considérés comme « nuisibles » ? D'abolir les pratiques les plus cruelles comme la vénerie et la chasse en enclos ? Que nenni... Tandis que, sitôt la saison cynégétique entamée, les enfants se calfeutent au lieu de gambader dans les bois, que même les jardiniers évitent de mettre le nez dehors pour ne pas assister impuissants à l'agonie d'un cerf sur leur terrain, on loue les « dialogues autour des enjeux de sécurité », les « supports de communication », ou encore des « évolutions législatives et réglementaires récentes »...

En réalité, il ne s'agit que de mesures ridicules (comme le développement d'une application mobile permettant de géolocaliser les chasseurs, par exemple) dont les textes d'application n'ont même pas encore été publiés en cette rentrée. Elles ne sont destinées qu'à masquer la vérité, et, au-delà des victimes humaines, à laisser des millions d'animaux sauvages mourir sous les balles. Sans oublier nos compagnons familiers pris au piège ou cibles des fusils car ils étaient là, au mauvais endroit, au mauvais moment.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, nous ne nous laissons bâillonner... Nous prenons la parole et les médias nous la donnent. Avec nous, criez votre révolte et réclamez, une fois pour toutes, l'abolition de la chasse !

Avec mes amitiés de combat,

Muriel Arnal, Présidente-fondatrice



DE NOUVEAUX CHATONS SAUVÉS GRÂCE À CHATIPI

Épuisée par sa vie dans la rue, une chatte, se sentant en sécurité dans le Chatipi de Marly-le-Roi, est venue y mettre bas. Peu à peu, grâce à la patience des soigneurs, elle s'est laissée approcher et est revenue dans le chalet pour s'y nourrir, s'y reposer. Ses chatons se sont amusés avec les jouets installés à leur intention. Aujourd'hui âgés de quelques mois, tous vont être adoptés, protégés de l'errance qui les attendait.

FAON PIÉGÉ : NOUS DISONS STOP !

Immobilisé par un piège à collet, un faon a vécu un véritable calvaire cet été près du village d'Aurons dans les Bouches-du-Rhône. Alertés par les habitants choqués, nous avons immédiatement écrit au maire de la commune pour lui demander d'identifier le piégeur afin d'entamer des poursuites judiciaires. Ce drame illustre une nouvelle fois à quel point les méthodes de piégeage sont cruelles et transforment nos forêts en terrains minés pour les animaux sauvages et familiers.



40 LE CHIFFRE

Depuis quarante ans, le propriétaire du pseudo-refuge l'Arche de Noël à Béziers pratique des inséminations pour vendre illégalement et à prix d'or des chiens et des perroquets. Déterminés à secourir ces animaux et à stopper définitivement cet homme, à la suite de notre première plainte restée sans réponse malgré une réunion à la gendarmerie, nous en avons ajouté une seconde en l'espace de quatre mois, nourrie de nos nouvelles images tournées en caméra cachée. De plus, nous sommes allés sur place avec une équipe de TF1.

UNE JUMENT BATTUE : NOUS PORTONS PLAINTE

Les faits se sont déroulés en juillet, lors de la fête du cheval de Levens. Une jument terrorisée qui refusait d'entrer dans un camion a été battue à coups de pied et de bâton par un directeur de centre équestre et la propriétaire de l'animal ! Nous avons aussitôt porté plainte pour actes de cruauté, commis par un professionnel, ce qui constitue une circonstance aggravante. À la suite de cette démarche, des cavaliers nous ont signalé des actes de maltraitance dans cet établissement. Le maire de la commune soutient notre action en justice. Nous vous donnerons des nouvelles.



BLOGOSPHERE

Nos actions, vos réactions... À lire sur le blog de One-voice.fr

EFFAROUCHEMENT DES OURS

Bravo et merci pour tout ce que vous faites pour les animaux ! **Mariejo**

CHIENS ET EXPÉRI-MENTATION ANIMALE

Honteux, tout cela pour l'argent ! Comment ces personnes arrivent-elles à se regarder dans un miroir ? On parle d'êtres vivants ! **Marie**

DELPHINARIUMS



On a bien pu sauver deux bélugas, *Little Grey* et *Little White*, d'un spectacle et les transférer de Chine en Islande. Pourquoi ne serait-ce pas possible avec les orques du Marineland ? J'espère vivement que ce sera le cas. **Mamimosa**

ERRANCE FÉLINE

Les maires ne mettent pas assez de moyens (quand ils en mettent ! Car dans les villages, c'est souvent refus total !). Les associations s'épuisent devant le manque de moyens humains (bénévoles actifs rares, peu d'adoptants par rapport au nombre de chats) et financiers (les coûts augmentent, mais pas les dons, des subventions sont supprimées). [...] Merci à vous de continuer à vous battre en étant leur voix. **Audrey**



ILS ONT DÉCLARÉ LA GUERRE AUX LOUPS !

*Mi-chienne,
mi-louve,
Stella risquait
d'être tuée.
Nous l'avons
sauvée et
aujourd'hui,
elle s'épanouit
dans notre
sanctuaire en
Toscane.*

Trente ans après leur retour timide dans les Alpes françaises, les loups sont théoriquement protégés. Leur population décline, mais ils restent traqués et tués sans pitié. État, chasseurs, éleveurs veulent leur peau jusqu'au dernier. Même l'Europe en fait de nouveau ses ennemis. Nous nous battons en leur nom. **MARIE-SOPHIE BAZIN**

Il est des êtres qui subjuguent instantanément. Stella est de ceux-là. Svelte et élancée, les traits fins et racés, sa beauté captive. Il y a du loup en elle,

ses yeux d'or le confirment. Pourtant, c'est le regard atone, presque éteint, que nous l'avons trouvée. Recluse au fond d'une cage, couchée sur le béton



dur et froid, elle semblait vouloir se fondre dans le sol. Figée par la peur.

Nous avons appris les malheurs de cette chienne-louve en mai dernier : née dans un élevage véreux il y a un peu plus d'un an, elle avait été vendue à une famille qui finalement n'en voulait plus. Capturée par une fourrière quelques jours plus tard, elle était menacée de mort. Sa proximité avec les humains la rendait incapable de survivre en pleine nature. Pour autant, son sang plus qu'à demi sauvage posait aussi problème :



Après un voyage de 24 heures, Stella est arrivée en Italie le 3 juin.

il lui fallait rejoindre un établissement agréé au risque sinon d'être abattue. Alertés, nous avons aussitôt pris les choses en main et réservé pour elle une place dans notre sanctuaire Animanatura en Toscane, là où nous prenons déjà soin des quatre lionnes sauvées du Cirque de Paris. Traiter avec les autorités pour organiser son transfert représentait un défi. Mais nous nous sommes battus pour lui procurer un passeport en règle, et une fois stérilisée et vaccinée, Stella a pu rejoindre son nouveau lieu de vie.

Sur place, la belle a immédiatement retrouvé confiance. Un enclos provisoire accueillant l'attendait et moins de cinq minutes après son arrivée, son voisin, le loup Poldo, âgé d'une dizaine d'années, est venu la saluer à grand renfort de câlins à travers la clôture qui les séparait. Quel bonheur de se retrouver entre semblables ! La Stella tétanisée a révélé sa véritable personnalité : épanouie et joviale. Bientôt, elle pourra s'ébattre dans un terrain beaucoup plus vaste que nous sommes en train d'aménager.

Politique assassine

Cette renaissance de Stella relève du miracle. Car dans notre pays, les loups ont beau être officiellement protégés, ils sont en réalité constamment persécutés. Traqués de toutes parts, ils n'ont nulle part où se réfugier. Les meutes endeuillées s'éparpillent, perdent leurs repères, agonisent. Mais leur sort n'émeut pas. Au contraire : les éleveurs et les

UN RAPPORT POUR RÉTABLIR LA VÉRITÉ

Éleveurs, chasseurs, préfets ont juré la perte des loups et travaillent de concert. Pour les contrer, et grâce à votre soutien, nous établissons un rapport d'étude complet sur la situation de ces animaux en France. Disponible sur commande, ce document permettra à chacun de mesurer le rôle essentiel assumé par les loups dans l'équilibre de la nature et leur rendre toute leur place. Il sera largement diffusé aux politiques et aux médias pour que notre pays assume ses engagements de les protéger véritablement sans céder à la pression d'opposants qui se prennent pour les maîtres du monde !





AU BON VOULOIR DES ÉLEVEURS

Chasseurs et éleveurs ont obtenu de l'État français des autorisations de tirs « dérogatoires », c'est-à-dire la possibilité de tuer un certain nombre de loups chaque année (19 % maximum de leur population, soit 209 loups en 2023) malgré leur appartenance à une espèce strictement protégée. Théoriquement, trois conditions doivent être remplies pour obtenir le droit de les abattre, à commencer par la mise en place préalable de mesures de protection des troupeaux. Dans la pratique, peu de contrôles semblent effectués et des milliers d'arrêtés préfectoraux sont publiés pour atteindre inéluctablement ce maximum.

Nous ne cessons de dénoncer cette politique aussi meurtrière que contre-productive. Elle ne permet pas de diminuer les cas de déprédation, elle les augmente même : quand un loup est tué, sa meute désorganisée a tendance à délaisser les proies sauvages pour se rabattre sur les troupeaux domestiques. Surtout, elle menace la survie de l'espèce tout entière alors que celle-ci n'atteint toujours pas le seuil plancher pour être hors de danger. Accablées par la haine et les balles, les familles de loups se dispersent, les plus jeunes se retrouvent orphelins, errant désespérément avant de mourir à leur tour.

Cet acharnement a tout lieu de conduire au déclin de la population lupine, estimée à 906 individus à la sortie de l'hiver 2022-2023, contre 1096 l'année précédente. Ces chiffres n'arrangeaient pas le monde agricole. Les éleveurs n'ont cessé de clamer que les loups sont en surnombre. Leur pression sur les autorités est telle que l'État a revu sa copie dès septembre : les loups seraient finalement 1104, environ 200 de plus que ce qui avait été annoncé fin juin. Comme par magie, leur population se retrouve donc en hausse ! Et la porte est ouverte pour augmenter le nombre de tirs létaux dans le prochain Plan National Loups en préparation.

chasseurs réclament toujours plus de cadavres. Et le chef de l'État approuve. En visite à Pau, le 6 juillet dernier, Emmanuel Macron, cité par le journal *Sud Ouest*, a même déclaré ouvertement la guerre : « Le pastoralisme n'est pas compatible avec le retour des prédateurs non régulés. [...] On va donc continuer à prélever (à tuer des loups, NDLR) avec beaucoup de vigueur. »

Les syndicats agricoles, FNSEA en tête, font pression depuis longtemps sur les décideurs pour en massacrer davantage chaque année. Rien d'étonnant puisque ce sont les mêmes qui plébiscitent l'élevage en batterie et l'usage des pesticides. Le résultat est sans appel : déjà extrêmement vulnérable, le peuple loup souffre et meurt en silence... Et ordre est donné de perpétuer le carnage... À l'évidence, il ne s'agit même plus de « régulation », mais bien d'une véritable volonté d'extermination ! Décimés avec l'aval des autorités, braconnés sans complexe, les canidés

sauvages sont traités comme des « nuisibles » alors qu'ils ont tant à nous enseigner : l'esprit de groupe et le respect de leur milieu de vie, notamment. Mais à peine l'un d'entre eux est-il entrevu sur un territoire qu'il subit déjà la vindicte. Les esprits s'échauffent, la presse en fait ses choux gras et les préfets sont au garde-à-vous pour calmer les opposants. Une preuve parmi tant d'autres : récemment, dans l'Yonne, des arrêtés préfectoraux ont autorisé deux éleveurs à pratiquer des tirs alors qu'aucune formation de meute n'a été relevée. Cela démontre la logique des pouvoirs publics : dès que la présence d'un loup dans un département est avérée, il fait figure de « bête à abattre ».

Comble du comble, on ne peut même pas compter sur les agents de l'État supposés assurer la protection des loups pour prendre leur défense : en juin dernier, un référent local du réseau de la Direction départementale des territoires (DDT) et de l'Office français de la



Les tirs des chasseurs provoquent la dispersion des meutes. Privés de repères et de la protection de leur famille, les plus jeunes se retrouvent en errance et meurent à leur tour.

biodiversité (OFB) a été interpellé dans la Drôme après avoir participé à l'empoisonnement de l'un d'entre eux... Nous avons porté plainte à la suite de ce scandale et nous nous préparons à mener un rude combat à la barre pour obtenir une condamnation exemplaire !

Sur tous les fronts

Il n'y a évidemment pas que dans cette affaire que nous nous battons. Nous ne cessons aussi de lutter contre les lobbies qui accusent les loups de tous les maux en les faisant passer pour des monstres sanguinaires. Ils sont prêts à tout pour les achever et racontent ce qui les arrange : quand leur population augmente, les loups sont trop nombreux, il faut les tuer ; quand au contraire elle diminue, les chiffres sont faux... et il faut encore tuer des loups ! Une véritable folie furieuse en passe de gagner toute l'Union européenne... La présidente de la Commission, Ursula Von der Leyen, a déclaré le 4 septembre dernier qu'ils représentaient un réel danger et songe à réviser leur statut de protection !

Nous démontons un à un les mensonges entretenus tant auprès du grand public que des politiques et des médias. Parallèlement, nos juristes assurent une veille assidue des publications d'arrêtés accordant des dérogations de tirs et attaquent tous ceux qui ne sont pas argumentés : beaucoup n'indiquent même pas si des mesures élémentaires de protection des troupeaux ont été mises en place par les éleveurs, alors que cette condition préalable doit être remplie, sous peine de rendre l'arrêté illégal !

Ce combat est crucial. Il permet de mettre au jour le laxisme ambiant et l'acharnement dont sont victimes les loups. Au tribunal administratif de Nice en février dernier, notre victoire a permis d'épargner ceux de la commune de Lucéram. Mais la justice fait encore trop souvent la sourde oreille et nous n'avons pas dit notre dernier mot. Nous allons continuer de porter plainte aussi longtemps qu'il le faudra contre cette violence systémique et rendre aux loups leur dignité en expliquant qui ils sont réellement : des animaux intelligents et solidaires dont le rôle est essentiel dans l'équilibre de la nature.

À l'heure où nous mettons sous presse, le prochain Plan National Loup (PNA



Chez les loups, les petits ne sont jamais en surnombre. La taille des meutes s'adapte aux ressources disponibles.

INJUSTEMENT INCRIMINÉS

Les prédateurs lupines ne représentent qu'entre 0,16 et 0,17 % du cheptel ovin français.* Des chiffres d'autant plus dérisoires comparés aux plus de 4 millions d'agneaux et d'ovins de réforme envoyés à l'abattoir tous les ans pour la consommation humaine.

À choisir, les loups préfèrent se nourrir de proies sauvages. Encore faut-il que celles-ci n'aient pas été décimées par les chasseurs ou qu'elles n'aient pas été évincées d'habitats profondément modifiés par la main humaine (agriculture, élevage et surpâturage, urbanisation...). Mais lorsque celles-ci sont présentes sur le territoire, ce sont elles que les loups prennent prioritairement pour cibles. Ce faisant, ils participent à leur bonne régulation (en prélevant prioritairement les individus âgés ou malades), sans jamais les gaspiller ni causer leur disparition. Ils se reproduisent en fonction des ressources disponibles tout en garantissant l'équilibre des écosystèmes : en surnombre, les herbivores peuvent avoir un impact négatif sur les végétaux et le reste de la petite faune qui en dépend, comme les invertébrés (dont les pollinisateurs) et, par voie de conséquence, sur les oiseaux qui se nourrissent d'insectes.

* Selon la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, en charge du suivi de la population lupine, au 31 octobre 2022.

2024-2029) est en cours de publication et s'annonce encore plus féroce que les précédents. Marc Fesneau, le Ministre de l'agriculture, a notamment déjà annoncé une simplification des protocoles de tirs et une augmentation du nombre de tireurs ! Alors que les loups

sont menacés dans notre pays et au-delà de nos frontières, mobilisons-nous plus que jamais pour faire entendre leur voix et conquérir les cœurs. Ce n'est qu'avec le soutien de l'opinion que nous pourrions donner à ces êtres merveilleux une chance de survivre. ●

AU SECOURS DES DERNIERS SURVIVANTS DE NEUROSPIN

Pétition, création d'un site dédié, action en justice... Nos révélations sur les coulisses de NeuroSpin ont scandalisé l'opinion. La bataille administrative contre le laboratoire et les autorités reste rude. Mais nous exigeons le retrait de son agrément et la mise à l'abri des survivants. **MARIE-SOPHIE BAZIN**



Pour obtenir le rapport d'inspection vétérinaire de NeuroSpin, il nous a fallu deux ans de bataille. Profondément choqués par ce document qui parle de dressage par la soif, nous n'avons eu de cesse d'exiger des dizaines d'autres pièces officielles : toutes prouvent que les singes y sont violentés, même tués depuis plus de dix ans (voir Noé n° 107).

Aujourd'hui, ce bras de fer avec l'administration s'intensifie. Quand la préfecture de l'Essonne a été sommée par le tribunal de transmettre les autres rapports d'inspection, elle a résisté comme d'habitude, plaidant pour sa défense que si les résultats des inspections étaient publics, « les établissements pratiquant l'expérimentation animale

n'accepteraient plus les contrôles ». On marche sur la tête !

Mais la justice a tranché et nous sommes allés de Charybde en Scylla à la lecture des documents que l'on voulait nous cacher : cages trop petites, absence d'infirmerie, matériel non stérilisé, médicaments périmés, expérimentations sans agrément...

Notre enquête rendue publique sur un site dédié

Malgré une liste d'infractions interminable, la préfecture de l'Essonne a reconduit l'agrément du laboratoire jusqu'en 2028. Qu'à cela ne tienne, nous avons des ressources ! Pour alerter le public, les médias et les politiques, nous avons lancé une vaste pétition et

créé un site dédié à notre enquête avec articles et photographies à l'appui : les histoires individuelles de ces primates, leurs conditions de détention sordides, celles aussi des rongeurs qui subissent des chirurgies avec des anesthésiants périmés et sont tués par dizaines... tout est raconté en détail.

En outre, nous avons saisi le tribunal administratif de Versailles pour obtenir le retrait de l'agrément de NeuroSpin et la fermeture de l'établissement. Comme celui-ci n'envisage même pas d'envoyer à la retraite les petits singes usés qui ne lui servent plus, sous prétexte que cela lui reviendrait trop cher (!), nous réclamons également leur saisie. Ils doivent être placés dans notre sanctuaire où nous saurons les soigner et leur apporter enfin la tendresse qu'ils méritent. ●



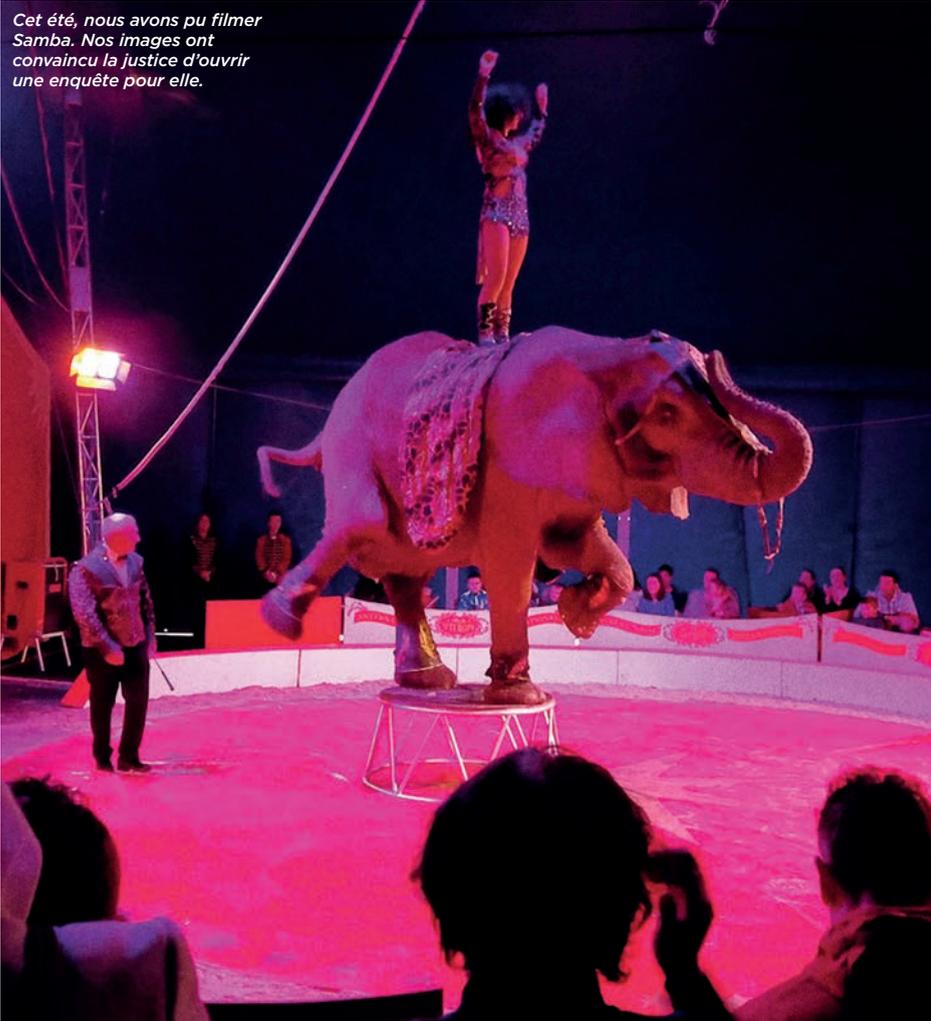
CHIENS EXPÉRIMENTÉS : UN RAPPORT POUR ALERTER

Chaque année, près de 20 000 chiens, essentiellement des beagles et des golden retrievers, choisis pour leur douceur, sont expérimentés dans les laboratoires de l'Union européenne. La France est l'un des plus gros « consommateurs » d'Europe et accueille même sur son sol deux élevages-usines dans l'Yonne et l'Allier. Pour alerter les médias et les politiques sur leurs souffrances, mais aussi sur la réalité de leurs conditions de vie et le non-respect de la loi, nous publions un rapport complet, fruit de nos enquêtes et de nos combats. Ce rapport est disponible sur commande.

AVEC SAMBA, PLUS QUE JAMAIS

Enquêtes, expertises, plaintes, pétitions, rendez-vous au ministère... Déjà vingt ans de lutte acharnée pour libérer Samba ! Elle est aujourd'hui la dernière éléphant encore captive d'un cirque français. Hors de question qu'elle y finisse sa vie ! Nous restons absolument mobilisés pour lui offrir une retraite paisible dans les grands espaces d'un sanctuaire américain. **MÉLISSA SAULE**

Cet été, nous avons pu filmer Samba. Nos images ont convaincu la justice d'ouvrir une enquête pour elle.



Toute petite, elle a assisté au massacre de sa famille et s'est retrouvée orpheline. Arrachée à sa savane kenyane, vendue à des circassiens français, séquestrée dans une remorque minuscule, contrainte de monter sur un tabouret ridicule « pour faire le show », Samba n'a connu que désespoir, souffrances et humiliations. En 2003, elle s'est rebellée. En pleine représentation, elle a refusé de jouer

à nouveau le spectacle de sa propre mort devant des enfants. La réponse fut immédiate : le dresseur l'a ramenée dans le camion puis rouée de coups sous les yeux des petits venus la voir. Nous avons porté plainte. Depuis, nous n'avons eu de cesse de la défendre, de tenter pour elle tous les recours, lui évitant même l'euthanasie en 2013 après qu'elle se fut sauvée du cirque, tuant sans le vouloir un homme dans sa course.

Le dresseur en fuite avec Samba

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, notre détermination à la sortir des griffes de Max Aucante, son dresseur, est intacte. Mais celui-ci se méfie de nous. Il faut se montrer extrêmement prudent pour filmer Samba discrètement. Malgré les risques, nous y sommes de nouveau parvenus cet été. Et nos images portées en justice ont convaincu le procureur d'ouvrir une enquête digne de ce nom. Le cirque d'Europe devait être inspecté, nous avons tout préparé pour emmener notre amie loin de lui. Hélas, craignant la saisie et sans doute renseigné, il a pris la fuite ! Depuis des semaines, nos enquêteurs mettent toute leur énergie à retrouver sa trace. Très inquiets, nous refusons obstinément que Samba subisse le destin tragique de Baby, abandonnée par le gouvernement français dans le misérable zoo de Tunis.

Plan de sauvetage dans un des plus beaux sanctuaires au monde

Avec l'appui des meilleurs experts mondiaux, nous avons écrit au ministère de la Transition écologique pour lui rappeler ses responsabilités. Dans ce courrier, nous avons non seulement évoqué la loi sur la maltraitance animale qui prévoit la fin de la détention des animaux sauvages d'ici 2028, mais aussi présenté notre plan de sauvetage pour Samba. Oui, nous sommes prêts à l'accueillir ! La direction de l'Elephant Sanctuary dans le Tennessee l'attend de pied ferme, elle nous l'a confirmé. Nous nous sommes engagés à financer son transport, les soins dont elle a besoin et son hébergement. Nous ferons tout pour lui ouvrir cet horizon : une compagne de son âge guette son arrivée dans un parc de plusieurs hectares rien que pour elles deux. Jamais nous ne cesserons de nous battre pour celle qui depuis toutes ces années est au fond de nos cœurs, « notre » Samba. ●

LES CHASSEURS SONT DANS LA PLACE : NOUS AUSSI !

Depuis le 10 septembre, les chasseurs arpentent à nouveau champs et forêts. Tout-puissants, ils aimeraient aussi s'en prendre aux espèces protégées et réaliser leurs « quotas » morbides d'oiseaux en voie de disparition. Menés depuis des années, nos combats pour préserver ceux-ci gagnent du terrain. **MÉLISSA SAULE**



Audiences après audiences, nos actions en justice font reculer les « quotas » autorisés et participent à la préservation de ces oiseaux menacés.

Pour les galliformes de montagne, il n'y avait pas de temps à perdre. Ces délicats oiseaux, classés « quasi menacés » sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pourraient bien disparaître du paysage d'ici quelques années. Mais cette situation dramatique n'embarrasse ni les chasseurs ni la préfecture des Pyrénées-Orientales : les autorités n'ont cure de la protection de la biodiversité et ont donné leur aval pour tuer deux oiseaux par jour et par chasseur. Dès la mi-août, avant même l'ouverture de la chasse, nous avons lancé un recours en justice au tribunal administratif de Montpellier pour les protéger. L'an dernier, nous avons réussi à empêcher la chasse des tétras lyres en Savoie et celle des lagopèdes alpins dans les Pyrénées. Nous avons gagné cette année encore !

La justice a entendu nos arguments : oui, ces quotas autorisés fragilisent leur survie. Pourtant, le lendemain de cette décision, nous avons assisté médusés à un coup de théâtre : sous la pression des chasseurs, la préfecture autorisait à nouveau la traque de ces oiseaux protégés, au mépris flagrant de la décision de justice publiée la veille ! Nous avons immédiatement contre-attaqué.

Des milliers d'oiseaux sauvés par nos actions

Au fil des ans, notre engagement pour les galliformes de montagne a permis de sauver des milliers d'oiseaux des balles des chasseurs. Nos victoires en justice dans les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Atlantiques, en Savoie, dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes nous donnent de la force. À la suite de



POUR LES ANIMAUX CONSIDÉRÉS « NUISIBLES »

Martres, belettes, corbeaux, renards... Étiquetés « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts » (ESOD), ces animaux peuvent être tués toute l'année, même en dehors des périodes de chasse autorisées. Comme à chaque fois, dans son mépris du respect des animaux sauvages et des citoyens largement opposés au texte, le gouvernement l'a adopté. Pour le contrer, nos juristes mènent un travail de titan. En amont, ils ont forcé toutes les préfectures à nous donner avec précision les listes des animaux risquant d'être classés ESOD. Puis ils ont analysé les dossiers de chaque préfecture, ont recoupé les classements avec des informations en provenance du terrain. Notre équipe s'est alors plongée dans la documentation scientifique relative aux espèces concernées et aux services écosystémiques qu'elles nous rendent. Aujourd'hui, ils ont rédigé et déposé devant le Conseil d'État un recours particulièrement fourni en arguments pour démontrer cet arrêté ministériel de la honte. Le combat continue également au niveau départemental, face aux préfectures.

nos actions, de plus en plus de départements renoncent à autoriser cette chasse. Notre combat gagne du terrain et participe activement à la préservation de ces oiseaux magnifiques. ●

TRAQUÉS JUSQUE DANS LES CIMETIÈRES

Les chasseurs ne respectent rien, pas même le repos de nos morts. Cet été, en Moselle, la préfecture a autorisé l'abattage de sangliers dans l'enceinte d'un cimetière ! Elle aurait pu opter pour une alternative durable et constructive, comme celle de consolider les clôtures, mais non. Face à cette nouvelle aberration, nous avons aussitôt interpellé le préfet.

ONE VOICE FAIT PEAU NEUVE

Après quatorze ans à arborer le même logo, et sept après la dernière mise à jour de notre site Internet, nous avons décidé de renouveler notre identité graphique de fond en comble ! Une nouvelle formule à découvrir dès le prochain Noé.

Décryptage par **JESSICA LEFÈVRE-GRAVE**.

Nous avons opté pour le changement dans la continuité. Car si votre association rénove ses codes visuels afin d'être plus en phase avec l'époque actuelle, elle n'en garde pas moins son essence.

Nous maintenons notre cap. La même liberté de parole, la même indépendance, la même volonté de faire bouger les lignes en mieux, pour les animaux et la planète. Notre méthode : prendre les problèmes à la racine, montrer ce qui est caché, faire appel à des spécialistes, sensibiliser le public et, *in fine*, grâce à vous, changer les règles par cette force du collectif, le biais juridique et le plaidoyer.

Nos fondamentaux, inchangés

Le tigre, animal totem de One Voice, reste notre figure de proue. Mais celui-ci n'est plus encerclé, il est libre, toujours digne et regarde dorénavant vers l'avenir. À la fois sur le vivive et prêt à bondir, son regard reste calme. Comme nous : guerriers non-violents, sereins et déterminés, certains que demain sera meilleur pour les animaux, car nous ferons tout pour qu'il le soit. Pour atteindre ce but, nous ne ménagerons pas nos efforts. La circularité des O de One Voice exprime jusque dans sa forme l'unité des combats qui fait toute la cohérence de notre vision.

Les trois couleurs majeures de One Voice restent celles du pelage du tigre et de l'action, relevées et adoucies, que le



vert complète, tel un contrepoint apaisant. Il nous ancre symboliquement dans la terre et représente la nature, l'habitat des animaux, l'ensemble de notre planète, au plus près de nos valeurs.

Avec sérieux et militantisme

Le site Internet et, petit à petit, l'ensemble de nos supports imprimés, seront revus dans le même esprit : le militantisme au cœur de nos actions et le sérieux dans tous nos travaux. Ainsi, les titres de nos pages web, rapports, dépliants de sensibilisation, utiliseront une police d'écriture rappelant les slogans en majuscules peints à la main. Le contenu développé restera, lui, plus sage dans sa présentation, avec des lettres à empattement, évoquant la presse écrite.

Nous espérons que vous trouverez que ces modifications graphiques rendront nos messages pour la nature et ses habitants plus efficaces encore. Faire du beau ne coûte pas plus cher. Et en la matière, un message qui n'est pas correctement présenté ne peut être correctement compris. Évidemment, tout cela va bouleverser nos habitudes communes au départ... Quoi de mieux cependant qu'un grand dépoussiérage « de printemps » pour retrouver de l'énergie ? Alors, cet automne, nous fonçons, requinqués, pour mener avec conviction et détermination nos combats, nombreux et si éprouvants. Avec vous à nos côtés, plus que jamais, rien ne pourra nous arrêter ! ●



Cette simulation a été réalisée pour tester notre nouvelle identité graphique. Notre ambition est de porter plus loin encore la voix des animaux.

NOS LUTTES DÉPASSENT LES FRONTIÈRES

De l'Europe aux États-Unis, nos combats pour les sans-voix victimes des laboratoires et de l'industrie du spectacle fédèrent des citoyens du monde entier. Le soutien est massif : les parlementaires européens ne peuvent plus faire la sourde oreille. Nous y veillons. **MÉLISSA SAULE**

Doit-on recommencer à brûler les yeux et la peau des lapins et des cochons d'Inde pour fabriquer des fards à paupières ? Si notre engagement pour sauver ces animaux adorables de l'enfer des tests ne date pas d'hier, il connaît aujourd'hui un écho inédit et touche une immense majorité de citoyens dans toute l'Europe. Preuve en est l'Initiative citoyenne européenne « Save Cruelty Free Cosmetics » que nous avons portée en France et qui a recueilli 1,2 million de signatures. Forts de ce soutien colossal, nous avons fait part de ces inquiétudes et présenté ces propositions au Parlement européen de Bruxelles cet été, après avoir également informé les commissaires européens. L'audience est là et c'est une avancée. Obligée de nous entendre sur les souffrances des animaux livrés aux appétits financiers des industriels, la Commission européenne a pris des engagements qui, s'ils vont dans le bon sens, laissent de côté les cosmétiques et restent bien flous.

Ainsi, un comité d'experts européens devrait être créé pour harmoniser les politiques nationales. Par qui ? Comment ? Pour quelles actions ? Rien n'est indiqué. Les politiques ont



En déplacement aux États-Unis en juillet, Muriel Arnal mobilise les scientifiques sur l'urgence d'une retraite pour Inouk, Moana, Wikie et Keijo.



Cet été, à Bruxelles, Muriel Arnal a présenté aux députés européens la situation des dernières orques captives en France et les grandes faiblesses de la loi de 2021 censée les protéger.

aussi promis d'élaborer une feuille de route pour en finir avec les tests pour les produits chimiques, les pesticides, les médicaments... Là encore, si la volonté d'agir est affichée, ce qui nous réjouit, le calendrier n'est pas précisé. Nous exigerons des réponses.

Porter les voix d'Inouk, Moana, Wikie et Keijo en Europe...

Ce combat, nous le menons avec nos partenaires associatifs de toute l'Europe. Et si notre lutte pour libérer Inouk, Moana, Wikie et Keijo des bassins insalubres du Marineland d'Antibes se déroule sur le terrain avec des manifestations et des actions en justice, elle passe aussi par la sensibilisation des eurodéputés. Pour les dernières orques encore captives en France, il y a urgence : le gouvernement veut s'en débarrasser et Marineland les vendre à un delphinarium japonais. Pour empêcher ce scandale, Muriel Arnal, notre présidente, a répondu cet été à l'invitation du député portugais Francisco Guerreiro. « La loi sur la maltraitance animale votée en 2021 interdit les spectacles avec les orques, ces monuments d'intelligence et de solidarité. Mais deux ans plus tard, nous attendons encore les décrets d'application. Nous ne savons même pas si les spectacles seront réellement interdits », a-t-elle martelé avec force devant la députée Caroline Roose, élue dans le secteur de Marineland. Le poids de l'Europe dans ce combat pourrait faire pencher la balance. Nous activons tous les leviers possibles.

... et aux États-Unis

Au-delà de l'arène européenne, nous avons porté la voix d'Inouk, Moana, Wikie et Keijo aux États-Unis. En juillet, nous avons ainsi participé à « Superpod8 », une conférence qui réunit des experts et des scientifiques du monde entier dans l'État de Washington. Là, Muriel Arnal a raconté le triste destin des orques captives dans l'Hexagone et l'urgence absolue de les sortir de là. Nos partenariats avec des ONG internationales est crucial pour faire pression sur notre gouvernement et offrir aux orques une retraite dans un sanctuaire marin. Nous y étions. ●

ILS PARLENT DE NOUS !

Ces derniers mois, nos actions ont fait l'objet de près de 500 occurrences dans la presse. La qualité de notre travail et la fiabilité de notre parole ont également été valorisées par Mr Mondialisation, qui conseille à ses lecteurs de s'informer sur notre site. Plusieurs décideurs publics d'horizons variés ont également porté nos combats. **JESSICA LEFÈVRE-GRAVE.**

ENVIRONNEMENT **France 3 Régions** 09/07/23

Le Chasseur Français 09/07/23

CHASSE. L'association One Voice tire à boulet rouge sur un boill-trop organisé dans l'Ain

Les Soulevements de la Terre ont déposé un recours contre leur dissolution

Mediapart 29/07/23

Reporterre 31/07/23

SPECTACLES AVEC ANIMAUX **Le Point** 11/08/23

CIRQUES **Le Bien public** 04/08/23

Le Parisien 05/08/23

Bien-être animal : de gros trous dans la raquette

Sanctuaire accusé de maltraitances : sur la piste de Samba, la dernière éléphante de cirque en France

Le député Benoît Bordat se mobilise pour l'éléphante Samba, exploitée dans un cirque

120 CIRQUES AVEC 450 FAUVES EN FRANCE

OURS **OURS : trois arrêtés suspendus à la demande de One Voice**

EXPÉRIMENTATION ANIMALE **Chimie Pharma Hebdo** 28/08/23

Charlie Hebdo 30/08/23

Expérimentation animale : One Voice dénonce les pratiques inhumaines d'un élevage canin à Mézilles

Le Journal Toulousain 25/07/23

La Dépêche du Midi 26 & 27/07/23

France 3 Régions 29/08/23

BFM TV 14/09/23

Évasion FM 18/08/23

Courier Picard 04/08/23

Oise Hebdo 21/08/23

Nous Deux 10/07/23

Vakita 13/09/23

En Toscane, un havre de paix pour les lions maltraités

Plusieurs plaintes de One Voice contre le parc animalier Saint Léger

One Voice alerte de nouveau sur l'éléphante de la famille de Kid Bauer à Saint-Léger-en-Bray

CHASSE **BFM TV** 31/08/23

Charnier d'Aurons: deux plaintes et beaucoup de questions

Des pièges illégaux découverts dans la forêt communale

La Provence 28 & 30/08/23

L'Informé 25/08/23

Face aux oppositions citoyennes, les chasseurs veulent empêcher les consultations publiques

La chasse est-elle devenue moins dangereuse ?

DELPHINARIUMS **Le Monde** 17/09/23

Vakita 26/07/23

Le Monde 17/09/23

L'Obs 22/08/23

France 3 Régions 26/08/23

Une orque échouée, un dauphin effrayé : nouvelle installation à Arcaches, du stress évité

Tablette pour donner le ventre des cétacés au Japon

CHATIPI **Gagny Magazine** 09/09/23

Mes Infos 05/07/23

Un Chatipi à Monty-le-Roi

Mes Infos 05/07/23

SALON DU CHIOT **Vatika** 24/08/23

Vatika 24/08/23

CHEVAUX-PONEYS **Ouest France** 07/09/23

BFM TV 06/09/23

Ouest France 07/09/23

LORQUER: UNE PLAINTE CONTRE UN CENTRE ÉQUESTRE

La directrice d'un centre équestre fléchi en fait de frapper un poney. One Voice porte plainte

NOS MILITANTS SUR TOUS LES FRONTS

Informers, sensibiliser, lutter... Nos militants n'ont pas hésité à braver les chaleurs de l'été pour porter la voix des animaux enfermés, exploités, abandonnés et maltraités. Vaillants que vaillent, ils se battent pour faire changer les mentalités. **MÉLISSA SAULE**

15/16 juillet et 12 août #CirquesSansAnimaux #StopDelphinarium

Qu'ils soient marins ou terrestres, c'est dans leur milieu naturel que les animaux doivent être préservés et protégés ! Pour les orques et les dauphins qui mènent des vies de misère dans les bassins en béton et pour tous les animaux « de cirque » à la dignité bafouée, nos militants se sont mobilisés dans quatorze villes lors de ces journées d'action nationale. Partout en France, ils ont sensibilisé le grand public au sort indigne de ces animaux, forçats de l'industrie du spectacle, et récolté de nombreuses signatures de soutien. ●



UN ÉTÉ DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES



Festivals de rock, villages associatifs... Durant les mois de juillet et août, nos militants ont participé à de nombreux événements festifs et conviviaux organisés dans différentes communes. Affiches, tracts, stands : ils n'ont eu de cesse d'informer le grand public et de porter la voix des animaux.

Juin, juillet et août #ErranceFéline

Marcilhac-sur-Célé, Alès, Vitrolles, Paris, Nice, La Rochelle... Cet été, nos militants ont monté et tenu pas moins de vingt-et-un stands dans plusieurs villes de France pour aborder le problème de l'errance féline. Non, les chats errants ne sont pas de grands indépendants. Livrés à eux-mêmes, ils mènent une vie de souffrance et sont 11 millions dans ce cas. Nous demandons

au gouvernement de rendre la stérilisation obligatoire, seule solution pour en finir avec le calvaire de ces millions de laissés-pour-compte. ●



20 août
#ContreLesSalonsDuChiot



Les refuges sont pleins à craquer d'animaux malheureux, les chats errants sont des millions : il faut en finir avec la marchandisation indigne d'êtres vivants. Les salons du chiot favorisent les achats compulsifs. La plupart ne respectent pas la loi de 2021 et proposent d'antidater les certificats d'engagement, comme l'a révélé notre enquête. Pour alerter le public, nous avons tenu un stand le 20 août en marge du salon du chiot de Nantes. ●

2 et 3 septembre #ExpérimentationAnimale

Dans les deux élevages-usines de Mézilles et Gannat qui appartiennent au géant américain Marshall BioResources, des centaines de beagles et de golden retrievers naissent parfois malades, grandissent sans amour avant d'être vendus comme de vulgaires marchandises aux laboratoires. Pour dénoncer leurs conditions de vie insupportables, nous avons organisé une large manifestation avec notre partenaire associatif Camp Beagle Gannat. Les militants ont répondu présents : le premier week-end de septembre, comme chaque premier week-end du mois depuis deux ans, ils étaient plus d'une centaine dans les communes de Gannat, Auxerre et Limoges. Certains ont même manifesté devant les grilles de l'élevage. ●



10, 11, 16, 17 et 23 septembre #LaChasseUnProblèmeMortel #VieDeChiensDeChasse



Chasse en enclos, à tir, à l'arc, dérèglement des blaireaux et des renards, piégeage, chasse à courre... Ces pratiques cruelles, absurdes et archaïques subsistent encore. À l'heure où les chasseurs repartent assouvir leur passion de tuer et monopolisent la nature pour la transformer en champs de la mort, nos militants arpentent les rues des villes de France pour faire évoluer les consciences. Tout le mois de septembre, ils se sont mobilisés dans dix-neuf villes, répondant par centaines à notre appel d'action nationale. Cette mobilisation d'ampleur vise aussi à faire entendre la voix des chiens de chasse, victimes collatérales de ce « loisir », souvent battus et attachés court toute l'année par tous les temps, ou enfermés dans des chenils indignes. Eux aussi doivent être protégés. Eux aussi ont besoin de nous. ●



POUR LES OURS BRUNS EN ARIÈGE,

NOUS AVONS ENCORE DÉPLACÉ DES MONTAGNES !

Pour effaroucher les ours et leur assener la brutalité assourdissante des détonations, la préfecture de l'Ariège est prête à tout, quitte à user de stratégies déloyales. Les autorités avaient sans doute en tête nos victoires de l'an dernier arrachées avec brio. Cette année, toujours plus soucieuse de servir les intérêts du lobby de l'élevage que de préserver une espèce menacée, la préfecture a dégainé en juillet et début août des attaques foudroyantes, publiant le soir des arrêtés valables pour deux nuits, applicables dès le surlendemain. Ce plan aurait pu être payant : il est en effet très difficile, voire impossible, d'obtenir une audience dès le lendemain, qui plus est une décision ! Notre réponse se

devait d'être non seulement ultra-rapide, mais aussi extrêmement pointue sur les arguments juridiques. Il faut bien l'avouer : nous étions sceptiques. Mais pour préserver les ours de ce traumatisme annoncé, nous n'avons pas hésité, nous avons foncé et... nous avons gagné. Les ours ont eu la paix.

Au-delà de la joie qui est la nôtre et que nous sommes heureux de partager avec vous, ces victoires en rafale sont d'une importance capitale. Car non seulement la préfecture ne pourra plus utiliser ces manœuvres de guerre-éclair, mais avec ces cinq verdicts en notre faveur en juillet puis en août, la justice reconnaît que les soi-disant attaques des ours sur les troupeaux ne sont pas prouvées.

Ces victoires sont aussi les vôtres : ensemble, nous réussirons à écrire une autre histoire pour les ours de nos montagnes.

